



La plate-forme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) a publié, mardi, une note signée par 21 organisations haïtiennes de droits humains dans laquelle ces organisations disent craindre □ une aggravation de la crise politique dans le pays.

La POHDH a indiqué que la crise politique aiguë qui règne dans le pays durant les trois dernières années (2011-2014) est due à cause de la non organisation des élections dans le pays.

« Les élections législatives et locales, prévues par la constitution, n'ont pas eu lieu. Les municipalités sont actuellement dirigées par des Agents exécutifs, nommés par le Président de la République. Le Sénat, branche permanente du pouvoir législatif, est amputé d'un tiers de ses membres et fonctionne difficilement. », Affirme l'organisation.

Elle indique que les autorités politiques ne semblent pas s'en inquiéter de la situation politique qui annonce des moments encore plus difficiles et incertains dans le pays durant l'année 2015.

Haïti: La POHDH invite les protagonistes à trouver une issue à la crise politique

Écrit par FJP/HPN

Jeudi, 27 Novembre 2014 07:56

« La crise politique affectera pleinement les conditions socio-économiques, déjà très précaires, de la grande majorité de la population. Le budget pour l'année en cours (2014-2015), qui, par ailleurs, n'a pas été votée par le parlement conformément à la constitution, ne sera probablement pas effectif, car les troubles politiques qui s'annoncent ne permettront pas de collecter les recettes prévues. », lit-on dans cette note.

Les organisations haïtiennes de droits humains signataires de la présente note recommandent aux autorités des trois pouvoirs de l'État de s'asseoir ensemble avec les acteurs socio-politiques, dans le plus bref délai, pour trouver une solution consensuelle à la crise politique actuelle. Elles demandent solennellement aux citoyens (nes) en général et aux démocrates en particulier de doubler de vigilance pour éviter au pays toute forme de gouvernance antidémocratique et d'œuvrer à la sauvegarde des acquis démocratiques d'après 1986.

La liste des signataires :

1. Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) ; Antonal MORTIME
2. Centre d'Analyse et de Recherche en Droits de l'Homme (CARDH) ; Gedéon JEAN
3. Groupe d'Intervention en Droits Humains (GIDH) ; Stephora BIEN AIME
4. Vision Haïtienne des Droits de l'Homme (VHDH) ; Romulus JULES
5. Solidarité de Défense des Droits Humains (SODDH) ; Pierre Garot NERE

6. Centre Œcuménique des Droits Humains (CEDH) ; Sylvie BAJEUX

7. Commission Episcopale Nationale Justice et Paix (CE-JILAP) ; Jocelyne Colas NOEL

8. Combite pour la Paix et le Développement (Combite pour la Paix) ; Fritzel PIERRE

9. Sant Karl Levêque (SKL) ; William DEJEAN

10. Observatoire Haïtienne de la Justice (OHJ) ; Harry MILIEN

11. Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) ; Philippe JEAN THOMAS

12. Fondation « Zanmi Timoun » (Collectif de Défense des Droits de l'Enfant) ; Guylande MESADIEU

13. Action des Unités Motivées pour une Haïti de Droit (AUMOHD) ; Evel FANFAN

14. Programme pour une Alternative de Justice (PAJ) ; Freud JEAN

15. Centre de Recherche et de Formation Economique et Sociale pour le Développement (CRESFED) ; Suzy CASTOR

16. Action pour l'Abolition de la Torture Haïti (ACAT-Haïti) ; Steve Michel PETIT-HOMME

Haïti: La POHDH invite les protagonistes à trouver une issue à la crise politique

Écrit par FJP/HPN

Jeudi, 27 Novembre 2014 07:56

17. Institut Culturel Karl Levêque (ICKL) ; Raoul VITAL

18. Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) ; Vilès ALIZAR

19. Institut d'Education Mobile et Démocratique (IMED) ; Kettly JULIEN

20. Fondation du Groupe d'Assistance Juridique (FGAJ) ; Léon DUMONVIL

21. Défenseurs sans Frontières des Droits Humains (DESAFRODH) ; Nancy VIGNE